

Depuis 2017, HRO a pour mission d'observer, documenter et dénoncer les violences d'État quotidiennes perpétrées à l'encontre des personnes en situation d'exil à la frontière franco-britannique*. Les entraves aux observations étant nombreuses, ces chiffres sont à prendre comme un extrême minima.

Chiffres concernant les expulsions des lieux de vie informels :



Au moins **2 expulsions de 2 lieux de vie informels**



Au moins **478 personnes ont été expulsées** de leurs lieux de vie



Au moins **2 arrestations**



Au moins **94 mineur.e.s non accompagné.es** rencontré.es**



Au moins **37 tentes et bâches** saisies

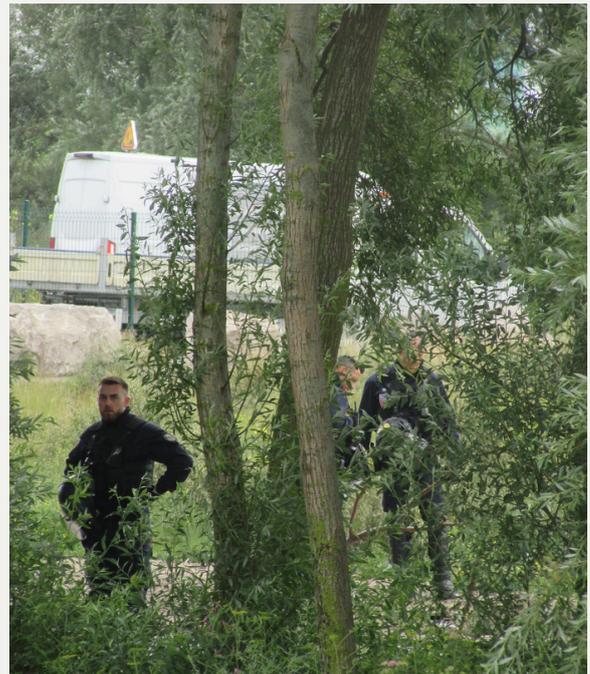


Destruction des échoppes, lieux de sociabilisation des personnes exilées qui permettent de "faire cité"***

Les faits d'intimidation et/ou violences systémiques subies par les personnes exilées enregistrés par HRO :

Au mois de juillet, les forces de l'ordre sont intervenues deux fois pour procéder à deux opérations de grande ampleur, avec la destruction de tentes et affaires personnelles, ainsi que la présence de bus emmenant les personnes exilées loin de la frontière sans qu'elles aient connaissance de la destination.

- Le **23 juillet**, l'équipe de nettoyage mandatée par l'État a saisi et **détruit les affaires des personnes exilées** à l'aide de **tractopelles**.
- Le **23 juillet**, une personne exilée demande en anglais aux CRS s'il peut récupérer son sac. Le CRS répond qu'il ne comprend rien, donc un membre de HRO lui explique, mais il refuse. **Deux autres personnes exilées tentent de rentrer sur le lieu de vie, ce qui leur est empêché par les CRS**. Ils tentent de passer par la voie ferrée mais cela leur est également interdit par les CRS.
- Le **23 juillet**, HRO entend à la radio d'un agent des forces de l'ordre : "**Dix migrants on essayé de monter par le pont, je les ai repoussés**" ainsi que "**quelques migrants sur la contre-allée vers nous, on va les intercepter**".



* Nos données se basent sur nos observations et ne sont donc pas exhaustives.

** Nombre de MNA auto-déclaré.e.s rencontré.e.s par l'association La Croix Rouge (non mandatée par le département) au mois de juillet 2024 alors qu'i,elles étaient en situation de rue. Ce nombre est une sous-représentation du nombre d'enfants en situation de rue car les actions d'aller-vers ne sont pas menées quotidiennement sur tous les lieux de vie par ces acteurs; certains enfants ne communiquent pas avec les associatifs; d'autres accèdent directement à la mise à l'abri via l'association mandatée par le département et ne sont donc pas intégrés à ce chiffre. Un constat demeure: les opérations de démantèlement répétées sont sources de fragilisation accrue voire de disparition de ces enfants, et donc de risques majorés de traite et d'exploitation.

*** Agier, M., Bouagga, Y., Galisson, M., Hanappe, C., Pette, M., & Wannesson, P. (2018). La jungle de Calais.



Les faits d'entraves, d'intimidations et/ou de violences subies et enregistrées par HRO :

Au mois de juillet, les forces de l'ordre ont maintenu les observateur.ices à distance lors des deux opérations de police. Ces "périmètres" ont entravé le travail de documentation, d'où le faible nombre d'exemples qualitatifs sur le déroulé des opérations d'expulsions.

- Le **19 juillet**, les observateur.ices ont été **filmé.es** par les forces de l'ordre avec un téléphone professionnel **sans être prévenu.es**.

- Le **19 juillet**, les forces de l'ordre agissent de manière intimidante **au cours des interactions** avec HRO. Ils reprochent aux observateur.ices d'être responsables de la précarité des personnes exilées. **Deux motards de la Police Nationale expriment des commentaires dégradants envers les bénévoles**, tels que "J'ai l'impression de parler à un gosse de 2 ans!", et **menacent HRO de prison, de garde à vue, et de poursuites judiciaires**.



À la frontière franco-britannique, la politique de "zero point de fixation" se matérialise par des opérations d'expulsions dans le dunkerquois et des installations de murs, barbelés et grillages. Les personnes exilées sont ainsi contraintes de s'adapter à un environnement répressif et dangereux, semblable à des cages à ciel ouvert, subissant de manière récurrente des saisies et destructions de leurs affaires par des tractopelles.